

Revue de presse 2022-2023



N°32

31 octobre au 14 novembre 2022



Rédacteurs : Emilie Krezdorn, Josué Nuss-Schildknecht, Marin Sorasso-Bluem

Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse.



Les articles sont développés dans les pages suivantes.

Les titres de la presse



International

-  1. L'activité de la force aérienne nord-coréenne est de plus en plus importante
-  2. Pour la première fois depuis 1953, Pyongyang a tiré un missile vers les eaux territoriales sud-coréennes

Opérationnel

-  3. Ukraine : le retrait de Kherson, un nouvel échec pour l'armée russe mais pas de panique du Kremlin
-  4. Otan : Deux députés dénoncent les conditions de vie des militaires français déployés en Roumanie

Doctrine

-  5. M. Macron érige « l'influence » au rang de fonction stratégique
-  6. Emmanuel Macron veut « une cyberdéfense de tout premier rang mondial » dans les cinq ans

1. L'activité de la force aérienne nord-coréenne est de plus en plus importante

La semaine du 7 novembre 2022, les forces sud-coréennes et américaines participaient à l'exercice « Vigilant Storm » qui a mobilisé 240 aéronefs et qui a eu pour objectif de renforcer les capacités de l'armée sud-coréenne en cas d'attaque de la Corée du Nord. Toutefois, cet exercice a engendré une escalade des tensions dans la mesure où la Corée du Nord l'a perçu comme un entraînement en vue d'une prochaine invasion de son territoire. Elle a donc effectué des « frappes préventives » de missiles et de tirs d'artillerie en direction d'une zone tampon maritime établie en 2018.

Pyongyang a d'ailleurs affirmé avoir mené une « simulation d'attaque aérienne combinée de grande échelle » grâce à 150 avions militaires, bien que Séoul estime avoir « détecté les traces de sorties de 180 avions militaires nord-coréens » le 4 novembre dernier. Le gouvernement sud-coréen a également apporté des précisions quant aux zones de déploiements des forces aériennes nord-coréennes : elles « ont été réparties en mer Jaune et en mer de l'Est ainsi que dans des zones situées au nord de la Ligne d'action tactique aérienne [TAL] dressée à 20 et 50 km au nord de la Ligne de démarcation Nord par l'armée sud-coréenne ». En guise de réponse, Séoul a fait savoir qu'elle était prête à défendre l'intégrité de son territoire grâce à 80 avions de combat, dont des F-35A, et à l'appui des États-Unis.

S'il semble que la Corée du Nord soit en supériorité numérique, les 572 avions de combat dont elle disposerait d'après Flight Global sont beaucoup trop anciens pour rivaliser avec ceux de la Corée du Sud qui dispose d'une avance technologique et dont l'entraînement des pilotes est plus abouti.

2. Pour la première fois depuis 1953, Pyongyang a tiré un missile vers les eaux territoriales sud-coréennes

Les provocations militaires continuent entre la Corée du Nord et la Corée du Sud autour de la zone démilitarisée. Pendant que l'exercice américano-sud-coréen Vigilant Storm bat son plein, des missiles nord-coréens sont ainsi venus s'écraser au large des côtes, près des eaux territoriales sud-coréennes. En réponse, les Sud-Coréens ont à leur tour envoyé trois missiles s'écraser dans la zone maritime, plus au nord. Les tirs d'artillerie et tirs de missiles sont de plus en plus réguliers, contredisant le réchauffement progressif des relations ces dernières années, notamment le rétablissement des canaux de communication en 2021.

3. Ukraine: le retrait de Kherson, un nouvel échec pour l'armée russe mais pas de panique du Kremlin

Après une retraite et un dynamitage partiel du pont sur le fleuve Dniepr, les forces russes se sont repliées et les Ukrainiens ont ainsi pu reprendre la ville de Kherson ce vendredi 11 novembre, une capitale régionale ukrainienne, capturée au début de l'« opération spéciale » russe. La contre-offensive ukrainienne bat ainsi son plein, mais impossible de dire pour le moment vers quel axe continuer. En attendant, l'hiver arrive, ce qui risque de complexifier les opérations militaires, les nouvelles recrues de l'armée russe sont en cours de formation et d'acheminement vers le front, et la Russie bombarde activement les infrastructures ukrainiennes, pour aller vers un black-out préjudiciable pour la population civile à l'approche de l'hiver.

4. Otan : Deux députés dénoncent les conditions de vie des militaires français déployés en Roumanie

Depuis le début de la guerre en Ukraine le 24 février 2022, la France est engagée dans le cadre d'une mission de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) qui consiste à positionner des troupes étrangères dans un pays proche voire frontalier avec le pays en guerre. Dès les premières semaines du conflit, la France avait fait preuve de réactivité en déployant dans le cadre de la mission Aigle 500 militaires appartenant à des unités de la Force de réaction rapide de l'OTAN à Constanta, une ville roumaine près de la mer Noire. Toutefois, des remontées de terrain peu satisfaisantes sur les conditions de vie des militaires ont été rapportées ; c'est pourquoi un autre camp militaire a été érigé à Cincu. Lors de la construction de ce dernier, les conditions d'hébergement étaient sommaires, « indignes » et à la limite de l'insalubrité pour les deux députés de la France Insoumise, Bastien Lachaud et Aurélien Saintoul qui se basent sur les faits relatés par Médiapart.

Le quotidien relate sur les dires des militaires français de rations de combat aux quantités et aux apports nutritifs insuffisants, de sanitaires au nombre trop peu élevé pour permettre une bonne gestion du camp, ainsi que d'ordures non ramassées dans les préfabriqués non nettoyés venus directement du Mali. L'air y serait « étouffant » d'après les militaires qui ont « faim, froid et sommeil ». Des problèmes du même ordre avaient d'ores-et-déjà été relevés dans le cadre de la mission Lynx en Estonie.

Le camp militaire de Cincu est néanmoins terminé grâce aux efforts conjugués des sapeurs des 19e et 31e Régiment du Génie et de leurs homologues roumains, belges et néerlandais. Il a été inauguré le 3 novembre dernier par Sébastien Lecornu, le ministre des Armées : « Au total, plus de 6 hectares à flanc de colline ont été aménagés au profit des combattants de la mission Aigle, nécessitant 120 000 tonnes de matériaux. Une opération réussie, grâce à la bonne complémentarité du génie militaire et du service d'infrastructure de la défense », a souligné l'armée de Terre.

5. M. Macron érige « l'influence » au rang de fonction stratégique

Après le Livre Blanc de 2013, la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale de 2017 et l'Actualisation Stratégique de 2021 [que nous avons analysé en 2021](#), un nouveau document stratégique est publié, la Revue Nationale Stratégique. Il est notamment décrit dans celui-ci le rajout d'une nouvelle fonction stratégique, l'influence, rejoignant en partie la doctrine militaire de lutte informatique d'influence dévoilée par le ministère des Armées en 2021. Le champ informationnel qui mêle notamment les perceptions locales, nationales et internationales des engagements opérationnels devient ainsi un champ d'étude stratégique, coordonné aux plus hauts niveaux de l'Etat. Si les exemples sont légion, cette lutte d'influence est déjà subie par la France, par exemple par la diffusion de *fake news* sur l'opération Barkhane depuis plusieurs années, avec des accusations toujours démenties sur le lien entre France et terrorisme.

6. Emmanuel Macron veut « une cyberdéfense de tout premier rang mondial » dans les cinq ans

Au cours d'un discours prononcé mercredi dernier à Toulon pour présenter la nouvelle revue nationale stratégique 2022 qui définit les ambitions françaises en matière de Défense à l'horizon 2030, Emmanuel Macron a longuement réaffirmé la nécessité pour l'armée française de bâtir une cyberdéfense autonome et capable de répondre aux nouvelles menaces dites hybrides, comme la désinformation ou les cyberattaques, qui caractérisent les guerres modernes. Reste à voir si la future loi de programmation militaire qui devrait voir l'augmentation du budget de la Défense, de 300 milliards sur la période 2019-2025 à 400 milliards d'euros sur sept ans, permettra d'attirer les talents en matière de cybersécurité et d'atteindre l'objectif d'une cyberdéfense de classe mondiale fixé par le Président de la République.